Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 64 (1946)

Heft: 189

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen - Paraît tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 189 Bern. Donnerstag 15. August 1946 — 64. Jahrgang — 64me année — Berne, jeudi 15 août 1946 **No 189**

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telephon Nr. (031) 21660
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gefl. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50; Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionstarif: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft": Fr. 8.30.

Rédection et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone n° (031) 21660
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50; étranger: frais de port en plus — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 20 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 25 ct. — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique" ou à „La Vita economica": 8 fr. 30.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Abhanden gekommene Werttitel. Titres disparus. Titoli smarriti.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Beschluss des Regierungsrates des Kantons St. Gallen betreffend die Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das Hotel- und Gastwirtschaftsgewerbe des Kantons St. Gallen.
Fabrique d'accumulateurs Cervin SA. en liquidation, Orient (Ct. de Vaud).

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Erhebungen über die schweizerischen Vermögenswerte in Deutschland und in Oesterreich. Recensement des avoirs suisses en Allemagne et en Autriche. Censimento dei beni svizzeri in Germania ed in Austria.
Verfügung Nr. 10 des KIAA betreffend Aufhebung der Bewirtschaftung von Hochofenschlacke und Trass. Ordonnance n° 10 de l'OGIT concernant l'abolition de la réglementation applicable aux scories de hauts fourneaux et au trass.
Gesandtschaften und Konsulate. Légations et consulats. Legazioni e consolati.
Brasilien: Einfuhr gebrauchter Maschinen.

Amtlicher Teil – Partie officielle – Parte ufficiale

Abhanden gekommene Werttitel - Titres disparus - Titoli smarriti

Aufrufe — Sommations

Dans son audience du 9 août 1946, le président du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine a ordonné l'ouverture d'une enquête aux fins de retrouver et, en cas d'insuccès, d'annuler l'obligation au porteur de l'Etat de Fribourg, 1903, 3%, n° 37926, de fr. 500, avec coupons semestriels n°s 75 et suivants attachés.

En conséquence, sommation est faite au détenteur inconnu de ces titres et de ces coupons d'avoir à les produire au greffe du Tribunal de la Sarine à Fribourg, dans le délai de six mois, dès la première publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée et une nouvelle expédition exécutoire ordonnée. (W 416³)

Fribourg, le 14 août 1946. **Le président du tribunal:** Xavier Neuhaus.

Dans son audience du 14 août 1946, le président du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine a ordonné l'ouverture d'une enquête aux fins de retrouver et, en cas d'insuccès, d'annuler et d'ordonner une seconde expédition des obligations au porteur de l'Etat de Fribourg, 1903, 3%, de fr. 500 chacune, n°s 44104, 55500 et 77465, avec coupons au 15 novembre 1939 et suivants.

En conséquence, sommation est faite au détenteur inconnu de ces titres et de ces coupons d'avoir à les produire au greffe du Tribunal de la Sarine à Fribourg, dans le délai de six mois, dès la première publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée et une nouvelle expédition exécutoire ordonnée. (W 417³)

Fribourg, le 14 août 1946. **Le président du tribunal:** Xavier Neuhaus.

Dans son audience du 31 juillet 1946, le président du tribunal de l'arrondissement de la Sarine, à Fribourg, a ordonné l'ouverture d'une enquête aux fins de retrouver, et, en cas d'insuccès, d'annuler et d'ordonner une seconde expédition des obligations au porteur de la Banque de l'État de Fribourg, 3%, n°s 52166 et 52167, de fr. 5000 chacune, émises le 24 avril 1942 et à l'échéance du 16 mars 1948, avec coupons attachés dès le 16 mars 1946.

En conséquence, sommation est faite au détenteur inconnu de ces titres et de ces coupons d'avoir à les produire au greffe du Tribunal de la Sarine, à Fribourg, dans le délai de 6 mois, dès la première publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée et une nouvelle expédition exécutoire ordonnée. (W 414³)

Fribourg, 31 juillet 1946. **Le président:** Xavier Neuhaus.

Le détenteur des titres suivants:

1. obligation hypothécaire au porteur du 30 décembre 1930, du capital de fr. 200 000, minute n° 1201 du notaire Michaud, inscrite au registre foncier de Lausanne sous NP. 134153, souscrite par la Société immobilière Mon Repos-Bellevue, société anonyme ayant son siège à Lausanne et grevant en second rang les immeubles de dite société, articles du 11111, du 16978, 16979, du 16980 à du 16988, du folio 229, du plan de Lausanne, lieu dit «En Monribeau»;
2. a) 10 cédules hypothécaires au porteur du 7 mai 1932, du capital de fr. 20 000 chacune, second rang, minutes n°s 2973 à 2982, du notaire Redard, inscrites au registre foncier de Lausanne sous NP. 144326 à 144335;
   b) obligation hypothécaire au porteur, du 29 novembre 1932, du capital de fr. 65 000, troisième rang, minute 2514, du notaire Ménétrey, inscrite au registre foncier de Lausanne sous NP. 148458;
   ces onze titres sont dus par la Société immobilière «La Muette», société anonyme ayant son siège à Lausanne, et grèvent les immeubles de dite société articles du 10517 à du 10519 et 22847 du folio 85 du plan de Lausanne, lieu dit «En Mornex»,

est sommé de me les produire jusqu'au 30 avril 1947, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W 204²)

Le président du Tribunal civil du district de Lausanne.

Le détenteur des titres suivants:

a) certificats de dépôts au porteur n°s 923 à 925, série 3 M, de fr. 500 chacun, 4%, de la BCV., du 22 mai 1936, à trois ans, avec feuille de coupons;
b) 10 actions au porteur, du nominal de fr. 1000 chacune, conpon 34 et suivants attachés, n°s 17093 à 17096, 17369, 17980 à 17984, de la société anonyme C.-F. Bally SA. dont le siège est à Lausanne,

est sommé de me les produire jusqu'au 31 octobre 1946, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W 205¹)

Le président du tribunal civil du district de Lausanne.

Kraftloserklärungen — Annulations

Par décision du 6 août 1946, le Président du Tribunal civil du district de Payerne a prononcé l'annulation de la police d'assurance-vie, du capital de fr. 10 000 en faveur de Hubert Meylan, à Payerne, n° 447692, de «La Bâloise-Vie», police contractée le 1er septembre 1937. (W 415)

Payerne, le 13 août 1946. **Le Président du Tribunal:** André.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

Berichtigung.

Hans Rossi, Baugeschäft, in Zollikon (SHAB. Nr. 184 vom 9. August 1946, Seite 2386). Der Inhaber heisst Hans Rossi.

13. August 1946.

Texag A. G. für Textilhandel, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 38 vom 15. Februar 1946, Seite 493). Mit Beschluss der Generalversammlung vom 2. August 1946 wurde das Grundkapital von Fr. 20 000 durch Ausgabe von 230 Inhaberaktien zu Fr. 1000 auf Fr. 250 000 erhöht. Die bestehenden 20 Namenaktien zu Fr. 1000 wurden in Inhaberaktien umgewandelt. Das Grundkapital ist demgemäss eingeteilt in 250 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Es ist voll einbezahlt. Die Statuten wurden revidiert und gleichzeitig den Vorschriften des revidierten Obligationenrechtes angepasst. Weitere Aenderungen erfahren die veröffentlichten Tatsachen dadurch nicht.

13. August 1946. Chemikalien.

Staerkle & Co. A.-G. (Staerkle & Co. S. A.) (Staerkle & Co. Ltd.), in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 31. Juli 1946 eine Aktiengesellschaft. Ihr Zweck ist: Import und Export von sowie Handel mit Chemikalien; Uebernahme von Vertretungen und Agenturen. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000. Es ist eingeteilt in 50 voll einbezahlte Namenaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern, gegenwärtig aus Emil Staerkle, von Gaiserwald (St. Gallen), Präsident, und Friedrich Mayer, von St. Gallen, beide in Dielsdorf. Diese führen Einzelunterschrift. Domizil: Parkring 47, in Zürich 2 (eigenes Lokal).

13. August 1946.

City-Bau A.G., in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 6. August 1946 eine Aktiengesellschaft. Zweck der Gesellschaft ist die Erstellung auf eigene oder fremde Rechnung von Wohn- und Geschäftshäusern, Wohnkolonien, Siedlungen, Fabrik- und Industriegebäuden, Brücken und Strassen, vorab speziell in der Schweiz sowie in allen übrigen Ländern Europas, wo die Bedürfnisse und Voraussetzungen hiefür, zwecks einem Wiederaufbau nach dem Kriege, vorhanden sind. Das Grundkapital beträgt Fr. 51 000. Es ist eingeteilt in 51 Namenaktien zu Fr. 1000 und liberiert mit Fr. 30 000. Die Gesellschaft erwirbt das Grundstück Sektion V, Parzelle 876¹, des Grundbuchs Basel-Stadt, haltend 46 a 24 m², abzüglich ein Streifen von fünf Meter Breite längs der Parzelle 1730 von der Strassenlinie Engelstrasse bis zum Dependance-Gebäude, und das neben dem Dependance-Gebäude in die Parzelle 1730 einspringende Viereck, indem die Gesellschaft an Stelle von Albert Ernst Scheibler, Architekt, von Oftringen, in Muri bei Bern, in den Kaufvertrag über das bezeichnete Grundstück eintritt, der am 7. Juni 1946 zwischen dem Genannten als Käufer und Witwe Mathilde Von der Mühl-Passavaut, Witwe Leonore Vischer-Passavant, und Dr. phil. Albert Mylius-Passavant, alle von und in Basel, als Verkäufer abgeschlossen worden ist. Der in diesem Kaufvertrag festgesetzte Kaufpreis im Betrage von Fr. 356 000 ist von Albert Ernst Scheibler bereits bezahlt worden. Dieser hat auch schon dem zur Zahlung der Handänderungssteuerschuld im Betrag von Fr. 8900, die aus der Erfüllung des erwähnten Kaufvertrages entsteht, Beauftragten das zur Zahlung dieser Schuld erforderliche Geld zur Verfügung gestellt. Die Gegenleistung, die die Gesellschaft dafür, dass ihr die Rechte und Pflichten des Albert Ernst Scheibler aus dem erwähnten Vertrag übertragen werden, zu erbringen hat, ist die folgende: 1. Die Gesellschaft erkennt Albert Ernst Scheibler, Johann Friedrich Mülli, von Schöfflisdorf, in Zürich, und Ernst Gasser, von Baar, in Kilchberg (Zch.), je 17 zu 58.82% liberierte Aktien der Gesellschaft zu; 2. Die Gesellschaft schuldet Albert Ernst Scheibler Fr. 334 900. Publikationsorgan der Gesellschaft ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern, gegenwärtig aus Johann Friedrich Mülli, von Schöfflisdorf, in Zürich, Präsident, und Albert Ernst Scheibler, von Oftringen, in Muri bei Bern. Sie führen Kollektivunterschrift. Domizil: Uraniastrasse 32, in Zürich 1 (bei J. F. Mülli).

13. August 1946.
Dr. R. Maag A.-G., Chemische Fabrik Dielsdorf, in Dielsdorf. (SHAB. Nr. 162 vom 14. Juli 1945, Seite 1674). Die Unterschrift von Emil Staerkle ist erloschen. Kollektivprokura ist erteilt an Max Scheiwiler, von Waldkirch (St. Gallen), in Dielsdorf.

13. August 1946. Kaffee usw.
Narok A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 50 vom 1. März 1945, Seite 498), Kaffee und andere Kolonialprodukte. Dr. Kurt Thalberg ist aus dem Verwaltungsrat ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Das Verwaltungsratsmitglied Dr. Otto Schuppisser ist nun Präsident und führt nach wie vor Kollektivunterschrift. Neu wurde in den Verwaltungsrat mit Kollektivunterschrift gewählt Kurt Fleischmann, von Zürich und Küsnacht (Zch.), in Männedorf.

13. August 1946. Maschinen usw.
Socomin A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 97 vom 27. April 1946, Seite 1250), Maschinen und andere technische Artikel. Dr. Erich Huber ist aus dem Verwaltungsrat ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als einziges Mitglied mit Einzelunterschrift gewählt Gustav Kahn, von und in Zürich.

13. August 1946.
Hans A. Surber A.-G. Technisches Export Bureau, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 125 vom 31. Mai 1943, Seite 1227), technische Erzeugnisse usw. Robert Hammer ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als einziges Verwaltungsratsmitglied mit Einzelunterschrift gewählt Henry A. Surber, von Zürich, in Zollikon.

13. August 1946. Waren aller Art.
Framex A.-G., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 100 vom 1. Mai 1946, Seite 1290), Vertrieb der Produkte der General Foods Corporation, New York usw. Kollektivprokura ist erteilt an Hansmark Daxelhofer, von Biel, in Zürich. Er zeichnet mit je einem Verwaltungsratsmitglied.

13. August 1946. Stoffarben, Holzbeizen.
G. Amado, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Giovanni Scrafino Amado, von Bedigliora (Tessin), in Zürich 7. Import von und Handel mit Stoffarben und Holzbeizen. Gladbachstrasse 47.

13. August 1946. Chemisch-technische Produkte.
Willi Fässler, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Wilhelm Nikolaus Fässler-Ziethen, von Unteriberg (Schwyz), in Zürich 3. Handel mit chemisch-technischen Produkten. Nussbaumstrasse 26.

13. August 1946. Papeterie-, Mercerie- und Tabakwaren.
Frau R. Kuster, in Zürich (SHAB. Nr. 292 vom 12. Dezember 1944, Seite 2726). Papeterie-, Mercerie- und Tabakwaren. Die Firma ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

10. August 1946. Möbel usw.
Nyffeler Fritz, Filiale Bern, Zweigniederlassung in Bern, Fabrikation von Möbeln, Betten, Polstern usw. (SHAB. Nr. 293 vom 14. Dezember 1936, Seite 2922), mit Hauptniederlassung in Langenthal. Neues Geschäftsdomizil der Zweigniederlassung Bern: Schwanengasse 3.

12. August 1946.
EWE-Verlag G.m.b.H., in Bern (SHAB. Nr. 26 vom 1. Februar 1946, Seite 346). Laut öffentlicher Urkunde über die Gesellschafterversammlung vom 28. Mai 1946 hat die Gesellschaft ihre Auflösung beschlossen. Nachdem die Liquidation beendet ist, wird die Firma gelöscht.

12. August 1946.
Genossenschaft für den Handel mit UdSSR (Société coopérative pour le commerce avec l'URSS) (Società cooperativa per il commercio col URSS) (Towaristschestwo dlja torgowli s'SSSR), in Bern (SHAB. Nr. 134 vom 12. Juni 1945, Seite 1342). Die Verwaltung wurde wie folgt bestellt: Ernst Otto Knecht, Präsident (bisher); Max Schild, 1. Vizepräsident (bisher Beisitzer); Paul Hugo Christen, von und in Basel, 2. Vizepräsident; Isidor Lifschitz, von und in Bern, Sekretär; Samuel Frey, Kassier (bisher); Werner Hügli, Beisitzer (bisher 1. Vizepräsident); Robert Imer, Beisitzer (bisher); Alfred Julien Loewer, Beisitzer (bisher); Henri Biedermann, von Jens, in Neuenstadt (Bern), Beisitzer. Der bisherige 2. Vizepräsident Albert Hirt-de-Belder ist infolge Demission aus der Verwaltung ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Die Mitglieder der Verwaltung zeichnen kollektiv zu zweien.

12. August 1946. Waren aller Art.
Inglin und Spring, in Bern. Unter dieser Firma sind Franz Inglin, von Sattel (Schwyz), und Rudolf Spring, von Schüpfen (Bern), beide in Bern, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. August 1946 begonnen hat. Engros-Handel mit Waren aller Art. Elisabethenstrasse 26.

12. August 1946.
Paul Haupt, Akademische Buchhandlung vormals Max Drechsel, in Bern (SHAB. Nr. 89 vom 6. April 1921, Seite 687). Die Firma fügt ihrer Geschäftsnatur bei: Buchdruckerei, und erteilt Einzelprokura an Dr. rer pol. Max Haupt, von Regensberg (Zürich), in Bern.

12. August 1946. Eisenwaren usw.
P. Burnier, in Bern. Inhaber der Firma ist Paul-Ami Burnier, von Rossinière (Waadt), in Bern. Handel mit Eisenwaren und Haushaltungsartikeln. Tscharnerstrasse 7.

Bureau Burgdorf

12. August 1946.
Maschinenfabrik Stalder A. G. (Fabrique de machines Stalder S. A.), in Oberburg (SHAB. Nr. 79 vom 8. April 1942). Die an Ernst Gerber erteilte Kollektivprokura ist erloschen.

12. August 1946.
Landwirtschaftliche Genossenschaft Aefligen und Umgebung, in Aefligen (SHAB. Nr. 63 vom 15. März 1944). Der Präsident Fritz Rätz ist infolge Demission aus der Verwaltung ausgetreten; seine Unterschrift ist erloschen. Präsident ist nun der bisherige Vizepräsident Werner Kunz, von Ersigen, in Aefligen, und Vizepräsident ist der bisherige Beisitzer Johann Mühlemann, von und in Aefligen. Die Unterschrift führt der Präsident Werner Kunz oder der Vizepräsident Johann Mühlemann kollektiv mit dem Sekretär Werner Hager.

Bureau Interlaken

12. August 1946. Motorräder.
A. Balmer, in Wilderswil. Inhaber dieser Firma ist Albert Balmer, von und in Wilderswil. Motorradreparaturwerkstätte.

12. August 1946. Weine, Liqueurs.
Balmer Bernhard & Cie., in Matten, Handel mit Weinen und Liqueurs, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 75 vom 1. April 1940, Seite 594). Der Gesellschafter Walter Bernhard Balmer vertritt die Gesellschaft von nun an mit Einzelunterschrift.

12. August 1946.
A.G. Sportbahn Beatenberg-Niederhorn (Sesselbahn), in Beatenberg, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 287 vom 7. Dezember 1945, Seite 3051). In der Generalversammlung vom 27. Juli 1946 wurde das Aktienkapital von Fr. 757 000 auf Fr. 840 000 erhöht durch Ausgabe von 332 Inhaberaktien zu Fr. 250. Die Statuten wurden dementsprechend revidiert. Das Aktienkapital beträgt nun Fr. 840 000, eingeteilt in 3360 Inhaberaktien zu Fr. 250 und ist voll einbezahlt.

12. August 1946. Früchte, Gemüse.
Bertha Dübi, in Interlaken, Früchte- und Gemüsehandlung (SHAB. Nr. 114 vom 18. Mai 1943, Seite 1107). Diese Firma ist infolge Abtretung des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Einzelfirma « P. Dübi », in Interlaken.

12. August 1946. Früchte, Gemüse.
P. Dübi, in Interlaken. Inhaber dieser Einzelfirma ist Paul Hans Dübi, von Schüpfen, in Interlaken. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma « Bertha Dübi », in Interlaken. Sie erteilt Einzelprokura an Bertha Dübi, geborene Krieg, Hansens Witwe, von Schüpfen, in Interlaken. Früchte- und Gemüsehandlung. Geschäftslokal: « Urania ».

Bureau Trachselwald

12. August 1946.
Freiwillige Krankenkasse Eriswyl, in Eriswil, Genossenschaft (SHAB. Nr. 56 vom 7. März 1928, Seite 447). Aus dem Vorstand sind infolge Demission ausgeschieden Präsident Gottfried Kleeb, Vizepräsident Jakob Adam, Sekretär Alfred Ruch; ihre Unterschriften sind erloschen. Der Vorstand ist neu bestellt worden. Präsident ist Fritz Hofer, von Langnau i. E., in Eriswil; Vizepräsident: Paul Egger, von Gadmen, in Eriswil; Sekretär: Fritz Heiniger, von und in Eriswil. Präsident, Vizepräsident und Sekretär zeichnen kollektiv zu zweien.

13. August 1946. Textil- und Schuhwaren usw.
Louis Tritschler, in Huttwil. Inhaber dieser Einzelfirma ist Louis Tritschler, von und in Huttwil. Handel mit Textil- und Schuhwaren, Leder und Furnituren.

13. August 1946.
Krankenkasse der Hafermühle Lützelflüh A.G., in Lützelflüh. Unter dieser Firma besteht eine Genossenschaft. Sie bezweckt, ihre männlichen und weiblichen Aktivmitglieder gegen die ökonomischen Folgen von Krankheitsfällen nach Massgabe der Statuten tunlichst zu schützen und beim Tode von Mitgliedern deren Hinterlassenen ein Sterbegeld zu entrichten. Die Statuten datieren vom 26. Juni 1927 mit Abänderungen und Ergänzungen vom 26. Juli 1941, 28. Juli 1945 und 20. Juli 1946. Für die Verbindlichkeiten haftet einzig das Genossenschaftsvermögen; jede persönliche Haftbarkeit ist ausgeschlossen. Die Einberufung der Generalversammlung und die Mitteilungen an die Genossenschafter erfolgen durch Anschlag in den Gebäulichkeiten der « Hafermühle Lützelflüh A.G. » beziehungsweise der « Gerstenmühle A.G. Lützelflüh ». Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Vorstand besteht aus 5 Mitgliedern. Eduard Ackermann, von Uznach, in Lützelflüh, ist Präsident; Gottlieb Sommer, von Sumiswald, in Grünenmatt, Gemeinde Lützelflüh, Vizepräsident und Kassier; Fritz Krebs, von Bolligen, in Lützelflüh, Sekretär. Präsident, Vizepräsident und Sekretär führen kollektiv zu zweien die Unterschrift. Geschäftslokal: Bureau der Hafermühle Lützelflüh A.G.

Bureau Wangen a. d. A.

13. August 1946.
Landwirtschaftliche Genossenschaft Wangen und Umgebung, in Wangen a. d. A. (SHAB. Nr. 91 vom 19. April 1944). Adolf Arn ist wegen Rücktrittes aus der Verwaltung ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Der bisherige Sekretär Adolf Roth-Etter wurde zum Vizepräsidenten gewählt. Neuer Sekretär ist Fritz Haas-Bieri, von und in Walliswil-Wangen. Der Präsident und der Vizepräsident zeichnen kollektiv zu zweien mit dem Sekretär.

13. August 1946. Gartenbau.
Ernst Flechter-Schenker, in Oberbipp. Inhaber der Firma ist Ernst Flechter-Schenker, von Dürrenroth, in Oberbipp. Gartenbau. Buchli.

Uri — Uri — Uri

9. August 1946.
Geschwister Wipfli, Handlung, in Erstfeld (SHAB. Nr. 138 vom 17. Juni 1946, Seite 1815). Die Kollektivgesellschafter Amantia, Katharina und Helena Wipfli sind aus der Gesellschaft ausgetreten. An Anna Wipfli-Rüetschi, von und in Erstfeld, wird Einzelprokura erteilt.

Schwyz — Schwyz — Svitto

13. August 1946. Kuttlerei.
Ferdinand Camenzind, in Einsiedeln, Kuttlerei (SHAB. Nr. 216 vom 16. September 1935, Seite 2302). Da das Geschäft nicht mehr zur Eintragung verpflichtet ist (Art. 54 HRegV.), wird die Firma auf Begehren des Inhabers gelöscht.

13. August 1946. Molkerei, Käse- und Schweinehandlung.
Josef Durrer, in Küssnacht am Rigi, Molkerei, Käse- und Schweinehandlung (SHAB. Nr. 59 vom 12. März 1929, Seite 502). Die Firma wird infolge Todes des Inhabers gelöscht. Aktiven und Passiven sind übergegangen auf die neue Firma « Molkerei Durrer, Kolonialwarenhandlung », in Küssnacht am Rigi.

13. August 1946.
Molkerei Durrer, Kolonialwarenhandlung, in Küssnacht am Rigi. Inhaberin der Firma ist Witwe Marie Durrer-Dober, von Kerns, in Küssnacht am Rigi. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma « Josef Durrer », in Küssnacht am Rigi. Molkerei, Kolonialwarenhandlung. Hürtelstrasse.

Freiburg — Fribourg — Friborgo

Bureau de Fribourg

12 août 1946.

Garage du Pont S.A., à Fribourg (FOSC. du 2 novembre 1945, nº 257, page 2699). Par acte authentique du 24 juillet 1946, la société a adopté de nouveaux statuts. La société a pour but principal l'exploitation d'un garage avec atelier de réparations, l'achat, la vente et la location de véhicules automobiles et de toutes choses similaires ou s'y rattachant, le commerce de pneumatiques et la réparation de ceux-ci. Les publications de la société ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration d'un à cinq membres.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Stadt Solothurn

8. August 1946. Schreibmaschinenbestandteile.

Setag Verkaufs-Aktiengesellschaft, in Solothurn (SHAB. Nr. 31 vom 7. Februar 1946, Seite 416), Handel mit Schreibmaschinen- und Bureaumaschinen-Bestandteilen jeder Art und verwandten Artikeln. Die Einzelprokura des Otto Knup ist erloschen.

9. August 1946.

Solothurner Kantonalbank, in Solothurn, Staatsanstalt (SHAB. Nr. 132 vom 8. Juni 1946, Seite 1728). Adolf Reinhart ist als Mitglied der Bankkommission zurückgetreten. Er hat auch als Präsident des Bankrates demissioniert, verbleibt aber weiterhin im Bankrat. Seine Unterschrift ist erloschen. Als neues Mitglied der Bankkommission, zugleich deren Präsident und Präsident des Bankrates ist Walter Bloch, von Balsthal, in Gerlafingen, gewählt worden. Er zeichnet kollektiv für das Gesamtinstitut mit einem der bereits Zeichnungsberechtigten.

10. August 1946. Chemische Produkte.

Cripac A.G. (Cripac S.A.), in Solothurn. Unter dieser Firma hat sich laut öffentlicher Urkunde und Statuten vom 7. August 1946 eine Aktiengesellschaft gebildet. Sie bezweckt den Handel mit, den Import und den Export von chemischen Industrie- und Rohprodukten auf eigene Rechnung oder kommissionsweise, die Fabrikation von solchen Waren, die Finanzierung von ähnlichen Gesellschaften und die Beteiligung an Unternehmungen gleicher Art im In- und Ausland. Das Aktienkapital beträgt Fr. 50 000 und ist in 50 auf den Namen lautende und voll einbezahlte Aktien zu Fr. 1000 eingeteilt. Sämtliche Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Mitteilungen und Einladungen werden den Aktionären durch eingeschriebenen Brief zugestellt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern, gegenwärtig aus zwei. Es gehören ihm an: Walter Kissling, von Wolfwil, in Solothurn, als Präsident, und Dr. Herbert Pfluger, von und in Solothurn, als Geschäftsführer. Sie führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Hauptgasse 54.

Basel-Land — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

9. August 1946. Restaurant.

Anna Pieri-Marciniec, in Birsfelden, Restaurant zur «Krone» (SHAB. Nr. 62 vom 15. März 1939, Seite 545). Diese Einzelfirma ist infolge Aufgabe des Geschäfts erloschen.

9. August 1946.

Paul Fischer, Isolierungen, Zweigniederlassung in Neuallschwil, Gemeinde Allschwil (SHAB. Nr. 178 vom 2. August 1945, Seite 1863), mit Hauptsitz in Basel. Diese Zweigniederlassung ist aufgehoben worden und wird daher gelöscht.

9. August 1946. Waren aller Art.

W. Hotz, Import-Export, in Oberwil. Inhaber dieser Einzelfirma ist Werner Hotz-Rimer, von Zürich, in Oberwil (Basel-Land). Einzelprokura wird erteilt an Irma Hotz-Rimer, von Zürich, in Oberwil (Basel-Land). Handel mit Waren aller Art, Import-Export. Kerngartenweg 6.

9. August 1946. Stanzartikel usw.

Emil Hartmann-Kiefer, in Oberdorf, Fabrikation von Stanz- und Pressartikeln (Metall- und Kunstharze) (SHAB. Nr. 58 vom 11. März 1946, Seite 755). Da das Geschäft nicht mehr zur Eintragung verpflichtet ist (Art. 54, HRegV.), wird die Firma auf Begehren des Inhabers gelöscht.

9. August 1946. Kolonialwaren.

Martha Hänger, Nachfolgerin von E. Hänger-Meyer, in Langenbruck. Inhaberin dieser Einzelfirma ist Martha Hänger, von und in Langenbruck. Kolonialwaren-Detailgeschäft. Hauptstrasse 34.

9. August 1946.

Balloid Basler Celluloidwarenfabrik A.G. Therwil, in Therwil (SHAB. Nr. 135 vom 12. Juni 1944, Seite 1319). Kollektivprokura wird erteilt an Emma Stöcklin, von und in Ettingen.

12. August 1946. Dekorations- und Flachmalerei.

Paul Vogt, vorm. Louis Vogt-Vogt, in Allschwil, Dekorations- und Flachmalerei (SHAB. Nr. 95 vom 27. April 1931, Seite 908). Die Firma wird abgeändert in **Paul Vogt, Malermeister**. Der Firmainhaber heisst nun infolge Verheiratung Paul Vogt-Bruderer.

12. August 1946.

Ernst Buser-Kilcher, Lebensmittel, in Birsfelden. Inhaber dieser Einzelfirma ist Ernst Buser-Kilcher, von Buckten, in Birsfelden. Handel mit Lebensmitteln. Hauptstrasse 44.

12. August 1946. Café Konditorei.

Hans Johner-Zimmermann, in Pratteln. Inhaber dieser Einzelfirma ist Hans Johner-Zimmermann, von Kerzers (Freiburg), in Pratteln. Café-Konditorei «Baselbieterstube». Oberemattstrasse 14 b.

12. August 1946. Spezereien.

A. Ast, Handlung, in Waldenburg. Inhaber dieser Einzelfirma ist Adolf Ast-Schneider, von Wimmis, in Waldenburg. Spezereihandlung. Hauptstrasse 129.

12. August 1946. Metallwaren usw.

Ringele & Co., in Binningen, Metallwarenfabrik, kunstgewerbliche Metallarbeiten und Apparatebau (SHAB. Nr. 41 vom 19. Februar 1945, Seite 403). Max Huber-Clot, von Embrach (Zürich), in Binningen, ist als Kommanditär mit einer Kommandite von Fr. 5000 in bar in die Gesellschaft eingetreten. Es wird ihm Einzelprokura erteilt.

12. August 1946. Kolonialwaren, Wein usw.

J. Meyer & Co. in Liq., in Pfeffingen, Kommanditgesellschaft, Handel mit Landesprodukten, Kolonialwaren, Weinen und Obstsäften (SHAB. Nr. 23 vom 29. Januar 1936, Seite 231). Die Firma ist nach beendigter Liquidation erloschen.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

10. August 1946. Bureauartikel usw.

Otto Räss, in St. Gallen, Handel mit Bureauartikeln, Bureaumaschinen und Bureaumöbeln (SHAB. Nr. 118 vom 22. Mai 1946, Seite 1557). Diese Firma ist infolge Gründung einer Aktiengesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Otto Räss A.-G.», in St. Gallen.

10. August 1946. Bureaumaschinen usw.

Otto Räss A.-G., in St. Gallen. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 8. August 1946 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt den Handel mit Bureaumaschinen, Bureaumöbeln und Bureauutensilien aller Art sowie die Fabrikation solcher Waren und die Ausführung von Reparaturen. Die Gesellschaft übernimmt das von der bisherigen Einzelfirma «Otto Räss», in St. Gallen, Vertrieb von Bureaumaschinen, betriebene Geschäft. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 auf den Namen lautende Aktien zu Fr. 1000, und ist mit Fr. 30 000 liberiert, und zwar durch Sacheinlage Fr. 15 600 und durch Barzahlung Fr. 14 400. Gemäss Uebernahmevertrag vom 8. August 1946 und Uebernahmebilanz per 30. Juni 1946 betragen die von der Einzelfirma «Otto Räss» übernommenen Aktiven (Kassa, Debitoren, Waren, Mobilien usw.) Fr. 54 289.71 und die Passiven (diverse Kreditoren) Fr. 38 198.44, sodass sich ein Aktivenüberschuss von Fr. 16 091.27 ergibt, welcher durch Ueberlassung von 26 zu 60% liberierten Aktien an den Sacheinleger beglichen wird. Einladungen und Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief, die Bekanntmachungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 5 Mitgliedern. Ihm gehören an: Otto Räss, von Trub (Bern), Präsident, und Hans Bley, von Zürich, beide in St. Gallen. Sie führen Einzelunterschrift. Geschäftslokal: Bahnhofstrasse 8.

12. August 1946. Coiffeurgeschäft.

Emil Ehrfiholzer, in Wallenstadt, Herren- und Damensalon (Coiffeurgeschäft) (SHAB. Nr. 95 vom 25. April 1929, Seite 847). Diese Firma wird infolge Reduktion des Geschäftsbetriebes auf Begehren des Inhabers gelöscht.

12. August 1946. Nähmaschinen, Kinderwagen, Velos usw.

Hermann Stauffer, in St. Gallen, Handel mit Nähmaschinen, Kinderwagen, Velos, Staubsaugern und elektrischen Motoren (SHAB. Nr. 77 vom 31. März 1944, Seite 759). Diese Firma ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

12. August 1946. Buchbinderei usw.

Hans Bäbler, in Furth, Gemeinde Brunnadern, Buchbinderei, Kartonnage, Einrahmungen (SHAB. Nr. 147 vom 27. Juni 1945, Seite 1495). Diese Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

12. August 1946.

Paul Bachmann, Maurergeschäft, in Kirchberg. Inhaber der Firma ist Paul Bachmann, von Müswangen, in Kirchberg (St. Gallen). Maurergeschäft. Hausen.

12. August 1946.

Müntener Andreas, Weberei, in Räfis, Gemeinde Buchs. Inhaber der Firma ist Andreas Müntener, von Buchs (St. Gallen), in Räfis, Gemeinde Buchs (St. Gallen). Weberei. Staatsstrasse.

12. August 1946.

Sparkassa Oberriet, in Oberriet, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 124 vom 30. Mai 1938, Seite 1206). Einzelunterschrift wurde erteilt an Pius Kühnis, von und in Oberriet, als Verwalterstellvertreter.

12. August 1946. Stickereien.

H. Frei & Cie., in Diepoldsau, Kollektivgesellschaft, Stickerei-Export (SHAB. Nr. 31 vom 7. Februar 1933, Seite 303). Hans Frei ist infolge Todes aus der Gesellschaft ausgeschieden. An dessen Stelle tritt der Gesellschaft bei: Witwe Martha Frei-Staerkle, von Diepoldsau, in Schmitter, Gemeinde Diepoldsau.

12. August 1946. Kühlanlagen.

Lüchinger & Ronzi, in St. Gallen, Teilfabrikation und Verkauf von Kühlanlagen (SHAB. Nr. 36 vom 13. Februar 1946, Seite 472). Diese Kollektivgesellschaft ist infolge Auflösung und durchgeführter Liquidation erloschen.

12. August 1946.

Siedlungsgenossenschaft Sargans, in Sargans (SHAB. Nr. 26 vom 7. November 1945, Seite 2744). In der Generalversammlung vom 6. Juli 1946 wurden die Statuten teilweise revidiert, wovon jedoch die publikationspflichtigen Tatsachen nicht betroffen werden. Albert Hagmann, Präsident, Albert Gantner, Aktuar und Hans Bernold, Buchhalter/Kassier, sind aus dem Vorstand ausgeschieden; ihre Unterschriften sind erloschen. Als neue Mitglieder des Vorstandes wurden gewählt: Robert Huber, von Wagenhausen, Präsident, und Buchhalter/Kassier, und Johann Baumann, von Oberdiessbach und Basel, Aktuar und Vizepräsident; beide in Sargans. Präsident und Vizepräsident zeichnen kollektiv zu zweien unter sich oder je einer von ihnen kollektiv mit Aktuar oder Buchhalter/Kassier.

12. August 1946.

A. F. Bosshard, Zigarrenhandlung, in St. Gallen. Inhaber der Firma ist Adolf Bosshard, von Turbenthal, in St. Gallen. Zigarrenhandlung. Neugasse 2.

12. August 1946. Etuis.

Rohrmoser & Stücheli, in St. Gallen. Max Rohrmoser, von Deutschland, in Niederteufen, Gemeinde Teufen, und Hermann Stücheli, von Amlikon, in St. Gallen, sind unter obiger Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 15. August 1946 ihren Anfang nimmt. Etuisfabrikation. Unterstrasse 34.

12. August 1946.

Otto Geiger-Herzig, Obst & Gemüsehandel, in Rheineck. Inhaber der Firma ist Otto Geiger-Herzig, von Au (St. Gallen), in Rheineck. Einzelprokura ist erteilt an Rosa Geiger-Herzig, von Au (St. Gallen), in Rheineck. Obst- und Gemüsehandel. Rössliplatz.

12. August 1946. Damenkleider usw.

R. Anderes A.-G., in St. Gallen. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 6. August 1946 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Fabrikation und den Verkauf von Damenkleidern und den Handel mit Textilien aller Art. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 auf den Inhaber lautende voll einbezahlte Aktien zu Fr. 1000. Die Einberufung der Generalversammlung und die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief, soferu die Adressen sämtlicher Aktionäre bekannt sind, andernfalls durch das Schweizerische Han-

delsamtsblatt, welches Publikationsorgan ist. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Ihm gehört als einziges Mitglied mit Einzelunterschrift an Rudolf Anderes, von Berg (St. Gallen), in St. Gallen. Geschäftslokal: Teufenerstrasse 1.

13. August 1946. Chemische Produkte.

A. Schnyder, in St. Gallen. Inhaber der Firma ist Alfred Schnyder, von Ballwil, in St. Gallen. Fabrikation von und Handel mit chemischen Produkten. Kirchgasse 8.

13. August 1946. Konfiserie.

Rüegg Franz, in Mörschwil. Inhaber der Firma ist Franz Rüegg, von Gommiswald, in Mörschwil. Fabrikation und Verkauf von Konfiserie. Hubstrasse 158.

Aargau — Argovie — Argovia

12. August 1946.

Aktiengesellschaft Lagerhaus Aarburg (S. A. Entrepôt Aarbourg), in Aarburg (SHAB. Nr. 244 vom 18. Oktober 1945, Seite 2535). In der Generalversammlung vom 29. Juli 1946 wurde die Erhöhung des Grundkapitals von bisher Fr. 200 000, eingeteilt in 200 Namenaktien zu Fr. 1000, auf Fr. 300 000 beschlossen und durchgeführt durch Ausgabe von 100 neuen Namenaktien zu Fr. 1000. Vom neuen Aktienkapital sind Fr. 29 000 durch Sacheinlagen, bestehend in Lager- und Transportfässern, elektrischer Weinpumpe und sonstigem Kellerei-Inventar, gemäss Sacheinlagevertrag vom 27. Juli 1946 liberiert. Der Rest des Erhöhungsbetrages ist in bar einbezahlt. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das Grundkapital beträgt nun Fr. 300 000, eingeteilt in 300 Namenaktien zu Fr. 1000, die voll einbezahlt sind. Der Delegierte des Verwaltungsrates Emil Naef wohnt nun in Aarburg.

12. August 1946.

Landwirtschaftliche Konsumgenossenschaft Döttingen, in Dötting'en (SHAB. Nr. 1 vom 3. Januar 1946, Seite 4). August Vögele, Aktuar, ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Zum Aktuar wurde ernannt der bisherige Vizepräsident Paul Bugmann, und neu ist als Vizepräsident in den Vorstand gewählt worden Paul Zimmermann-Heller, von und in Döttingen. Zeichnungsberechtigt ist der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit dem Aktuar; der Verwalter führt Einzelunterschrift.

Tessin — Tessin — Ticino

Distretto di Mendrisio

8 agosto 1946.

Società Anonima Rodolfo Pedroni Manifattura Svizzera Italiana dei Tabacchi, in Chiasso (FUSC. del 26 aprile 1940, n° 97, pagina 775). Con decisione assembleare del 6 agosto 1946 la società ha modificato i propri statuti nel senso che le pubblicazioni sociali avvengono a mezzo del Foglio ufficiale svizzero di commercio. Il capitale è interamente liberato.

10 agosto 1946. Prodotti farmaceutici, ecc.

Società Anonima Vismara, in Chiasso, compra/vendita di prodotti farmaceutici ed alimentari, con particolare riguardo a quelli Vismara, ecc. (FUSC. del 29 dicembre 1944, n° 306, pagina 2890). Con decisione assembleare del 5 agosto 1946, la società ha modificato lo statuto nel senso di affidare la gestione sociale e la rappresentanza di fronte ai terzi ad un consiglio di amministrazione composto da 1 a 5 membri. A sostituire il consigliere Elvezio Rizza, dimissionario, viene nominato Franco Chiesa, di Giuseppe, da ed in Chiasso. Il consiglio di amministrazione viene completato come segue: Francesco Vismara, di Vincenzo, cittadino italiano, in Casate Nuovo (Italia), membro, e Gianvittorio Morselli, fu Goffredo, cittadino italiano, in Milano (Italia), consigliere delegato. La firma di Elvezio Rizza è estinta. La firma sociale spetta singolarmente al presidente del consiglio di amministrazione ed al consigliere delegato e collettivamente a due fra il presidente o il consigliere delegato e un altro membro del consiglio.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau de Cully

10 août 1946. Café.

Bertha Wacker, à Cully, « Café Fédéral » (FOSC. du 11 avril 1935, n° 85, page 950). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

10 août 1946. Vins.

Hri. Contesse S.A., à Cully, spécialités de vins fins vaudois en bouteilles et en fûts (FOSC. du 12 novembre 1943, n° 265, page 2262). L'administrateur Emile Kreis a démissionné; ses pouvoirs sont éteints. Eugène Wehrli (déjà inscrit) reste seul administrateur et engage la société par sa signature individuelle.

Bureau de Lausanne

8 août 1946.

Société Immobilière Ailos S.A., à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 4 décembre 1943). Suivant procès-verbal authentique du 19 juillet 1946, la société a modifié ses statuts. Le conseil d'administration désigne les personnes autorisées à représenter la société. La société est engagée par la signature individuelle de Pierre Ferid Nafilyan, président et administrateur-délégué, ou par la signature collective des administrateurs Marcel Fricker et Maurice Guenin, tous inscrits. Le capital est entièrement libéré.

8 août 1946.

Société Immobilière de la Dôle E, à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 4 décembre 1943). Suivant procès-verbal authentique du 19 juillet 1946, la société a modifié ses statuts sur les points suivants: La société est administrée par un conseil d'un ou de plusieurs membres. Le conseil d'administration désigne les personnes autorisées à représenter la société. La société est engagée par la signature individuelle de Pierre Ferid Nafilyan, président et administrateur-délégué ou par la signature collective des administrateurs Marcel Fricker et Maurice Guenin, tous inscrits. Le capital est entièrement libéré.

8 août 1946.

Société Immobilière de l'Avenue du Léman no 42, à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 3 décembre 1943). Suivant procès-verbal authentique du 19 juillet 1946, la société a modifié ses statuts. Le conseil d'administration désigne les personnes autorisées à représenter la société. La société est engagée par la signature individuelle de Pierre Ferid Nafilyan, président et administrateur délégué, ou par la signature collective des administrateurs Marcel Fricker et Maurice Guenin, tous inscrits. Le capital est entièrement libéré.

12 août 1946. Hourdis, treillis en roseaux, etc.

Boiro S.A., à Lausanne, fabrication et vente de hourdis en bois et treillis en roseaux, etc., société anonyme (FOSC. du 16 mars 1937). La société est dissoute et liquidée. La raison est radiée d'office ensuite de décision de l'autorité de surveillance du 19 juillet 1946.

12 août 1946.

Edition de l'Annuaire Vaudois S.A., à Lausanne (FOSC. du 6 août 1934). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 15 juillet 1946, la société a décidé: 1° de porter son capital de fr. 10 000 à fr. 50 000 par l'émission de 80 nouvelles actions nominatives de fr. 500, entièrement libérées en compensation partielle de créances; 2° de convertir les 100 actions primitives de fr. 100 nominatives, entièrement libérées, en 20 actions nominatives de fr. 500; 3° de modifier les statuts en conséquence et de les adapter aux dispositions actuelles du Code des obligations. Le capital social, entièrement libéré, de fr. 50 000, est divisé en 100 actions nominatives de fr. 500. L'organe de publications est la Feuille officielle suisse du commerce. L'administrateur Robert Logoz et le gérant Edouard Léchaire sont démissionnaires; leurs signatures sont radiées. La société est engagée par la signature collective à deux des administrateurs Ernest Bron, président, et Jean Bron (inscrits).

12 août 1946. Entreprise électrique, etc.

Scheldegger, à Lausanne, entreprise électrique, etc. (FOSC. du 10 novembre 1938). Nouvelle adresse: Valentin 8. (Inscription faite d'office suivant décision de l'autorité de surveillance du 18 juillet 1946.)

12 août 1946. Transports.

G. Diserens, à Montblesson sur Lausanne. Le chef de la maison est Georges Diserens, allié Dellsperger, de Lutry, à Montblesson, commune de Lausanne. Transport de choses par automobiles.

12 août 1946.

Société Immobilière Rue des Glaciers No 8, à Lausanne. Suivant acte authentique et statuts du 5 août 1946, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la location, la gestion, la vente ou l'échange d'immeubles bâtis ou non bâtis, sis à Lausanne, ou hors du territoire de cette commune, et toutes autres opérations financières analogues. Elle se propose notamment l'achat pour le prix de fr. 67 000 de l'immeuble situé Rue des Glaciers 8. Le capital social est de fr. 50 000, divisé en 100 actions nominatives de fr. 500, libérées jusqu'à concurrence de fr. 20 000. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les actionnaires sont convoqués par avis sous pli recommandé ou par insertion dans l'organe de publication. Le conseil se compose de 1 à 3 membres. Est nommé seul administrateur Paul Biétry, de Bonfol (Berne), à Lausanne; il signe individuellement. Bureau: Maupas 32 (chez l'administrateur).

12 août 1946.

Coopérative de Constructions « L'Immobilière », à Lausanne (FOSC. du 26 mai 1944, page 1191). L'administrateur Walter Rusconi est démissionnaire; sa signature est radiée. Francis Späthe, de et à Lausanne, est nommé administrateur et vice-président; il signe collectivement à deux avec l'une des personnes autorisées à signer.

12 août 1946. Toilerie, linge.

P. Lob, à Lausanne. Le chef de la maison est Paulin Lob, de Donatyre, à Lausanne. Commerce de toilerie et linge de maison. Maupas 42.

12 août 1946. Immeubles, etc.

E. Jomini, à Lausanne. Le chef de la maison est Edouard Jomini, allié Gavin-Veillard, de Payerne, à Lausanne. Courtier patenté en immeubles et en fonds de commerce. Avenue du Grammont 11bis.

12 août 1946.

Bureau complet S.A., à Lausanne (FOSC. du 21 février 1946, page 565). Le conseil d'administration est composé de César Campiche, président, Pierre Campiche, Robert Campiche (inscrits) et André Mercier, jusqu'ici fondé de procuration, dont les pouvoirs sont modifiés en conséquence. Chaque administrateur signe individuellement. Procuration avec signature collective à deux est conférée à Georges Meylan, du Chenit, Jean Furter, de Staufen (Argovie), et Robert Freudweiler, de Zurich; tous à Lausanne.

12 août 1946. Machines de bureau, etc.

L. M. Campiche S.A., à Lausanne, commerce de machines et fournitures de bureau, etc. (FOSC. du 29 janvier 1945, page 241). Le conseil est composé de: Robert Campiche, président, César Campiche et Pierre Campiche (inscrits) et d'André Mercier, jusqu'ici fondé de procuration, dont les pouvoirs sont modifiés en conséquence. Les administrateurs signent individuellement.

Bureau de Nyon

8 août 1946.

Garage de Gland S.A., à Gland (FOSC. du 21 juillet 1934, page 2043). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 26 juillet 1946, la société a revisé ses statuts et les a adaptés aux dispositions actuelles du Code des obligations. La société portera désormais la raison sociale **Amrag S.A.**

Bureau de Vevey

12 août 1946.

Association Suisse des Marchands de Matériaux de construction, à Vevey, société coopérative (FOSC. du 25 juin 1945, n° 145). Dans son assemblée générale ordinaire du 15 juin 1946, la société a procédé à une revision de ses statuts et les a notamment adaptés aux dispositions légales actuelles. Les publications de la société ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est engagée par la signature collective du président et du vice-président ou de l'un d'eux avec le caissier ou le secrétaire. Edouard Gétaz, jusqu'ici vice-président est maintenant président; Edouard Dällenbach, secrétaire, est désigné comme vice-président; Ernest Hotz, jusqu'à maintenant président, est appelé aux fonctions de secrétaire du comité. La signature collective avec l'une des personnes ci-dessus est conférée au secrétaire de l'association Walter G. Peter (jusqu'ici secrétaire central).

Wallis — Valais — Vallese

Bureau Naters

10. August 1946.

Oskar Bortis, Transporte, Fiesch, in Fiesch. Inhaber dieser Einzelfirma ist Oskar Bortis, von und in Fiesch. Taxis, Transporte.

10. August 1946.

Autotransporte In Albon, Visp, in Visp. Inhaber dieser Einzelfirma ist Ernst In Albon, von Eggerberg, in Visp. Ausführung von Transporten.

Bureau de St-Maurice

10 août 1946. Quincaillerie.

Ludovic Claret, à Saxon (FOSC. du 19 juillet 1946, page 2190). Par décision du 31 juillet 1946, le juge-instructeur du district de Martigny a prononcé la révocation de la faillite. Le titulaire continue l'exploitation de son entreprise. L'inscription subsiste.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

8 août 1946. Marchands-tailleurs.

Carrera et Giasson, à La Chaux-de-Fonds, société en nom collectif, marchands-tailleurs (FOSC. du 10 juillet 1939, n° 158). La société est dissoute et radiée, la liquidation étant terminée.

Bureau de Neuchâtel

9 août 1946.

« La Neuchâteloise » Compagnie suisse d'assurances générales (« Neuenburger » Schweizerische Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft « La Neuchâteloise »), à Neuchâtel, société anonyme (FOSC. du 11 juillet 1945, n° 159, page 1641). Le conseil d'administration a, dans sa séance du 9 mai 1946, nommé sous-directeur Camille Piaget, des Bayards, à Bôle, et Marcel Cordey, de Chapelle sur Moudon, à Neuchâtel, jusqu'ici fondés de pouvoir. Il a encore nommé fondés de pouvoir Albert Bühler, de Bubikon (Zurich), à Saint-Blaise, et Maurice Spicher, de Köniz (Berne), à Neuchâtel. Les deux nouveaux sous-directeurs et les deux nouveaux fondés de pouvoir engagent la société en signant collectivement à deux, soit entre eux, soit avec d'autres titulaires de la signature sociale ou de la procuration.

10 août 1946. Produits de beauté.

Rose Konrad, à Neuchâtel, laboratoire de produits de beauté (FOSC. du 26 mars 1946, n° 71, page 932). Cette raison est radiée par suite de cessation de commerce.

10 août 1946. Boucherie, etc.

Roger Rosselet, à La Coudre, boucherie-charcuterie (FOSC. du 7 novembre 1938, n° 261, page 2380). Cette raison est radiée d'office par suite de décès du titulaire et de succession répudiée.

12 août 1946. Appareils de chauffage.

Granum S.A., à Neuchâtel (FOSC. du 14 mars 1945, n° 61, page 601). Les bureaux ont été transférés Avenue Jean-Jacques Rousseau 5.

Genf — Genève — Ginevra

Rectification.

«Etablissements DILOVIT» Regenass & Michaud, à Genève (FOSC. du 9 août 1946, page 2387). Teneur exacte de la raison sociale.

10 août 1946. Produits d'entretien, etc.

E. Wurster, à Genève. Le chef de la maison est Ernest Wurster, de et à Genève. Commerce et représentation de produits d'entretien, fournitures pour hôtels, restaurants et cafés; importation et exportation d'articles de diverses natures. Rue du Puits-St-Pierre 1.

10 août 1946. Ferblanterie, installations sanitaires, etc.

C. Coppo, à Chêne-Bougeries. Le chef de la maison est Charles Coppo, de nationalité italienne, à Genève. Entreprise de ferblanterie, installations sanitaires et couvertures. Route de Chêne 88.

10 août 1946. Transports et expéditions de marchandises.

L. Dupont, à Genève. Le chef de la maison est Léonor Dupont, de et à Genève. Entreprise de transports et d'expéditions de marchandises. Rue Fendt 45.

10 août 1946.

Société Urbaine Immobilière, à Genève, société anonyme (FOSC. du 2 octobre 1945, page 2389). Guillaume Fuzier-Cayla, de et à Genève, a été nommé membre du conseil d'administration, avec signature collective à deux.

10 août 1946.

Société Immobilière Avenue Weber 22, à Genève, société anonyme (FOSC. du 16 septembre 1941, page 1812). Bernard Næf, de et à Genève, a été nommé unique administrateur; il signe individuellement. Les administrateurs Hélène Romniciano, présidente, Julien Baumgartner, secrétaire, et Henry Brollier sont démissionnaires; leurs pouvoirs sont éteints. Nouvelle adresse: Rue de la Corraterie 18 (régie Bernard Næf & Cie).

10 août 1946. Mécanique de précision, etc.

Société Anonyme A. Affolter, au Grand-Saconnex. Sous cette raison sociale, il a été constitué, suivant acte authentique et statuts du 5 août 1946, une société anonyme ayant pour but l'exécution de tous travaux de mécanique de précision et de mécanique générale, la réparation, l'achat, la vente et la construction de tous appareils et de toutes machines dans ce domaine. Le capital social, entièrement libéré, est de fr. 50 000. Il est divisé en 50 actions de fr. 1000 chacune, au porteur. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou de plusieurs membres. Auguste Affolter, de Lyss (Berne), à Genève, est administrateur unique; il engage la société par sa signature individuelle. Locaux: Ancienne Mairie.

10 août 1946. Assistance médicale, etc.

Medica S.A., à Genève, organisation d'entraide, protection et assistance médicale au personnel de toutes entreprises industrielles, commerciales ou agricoles, etc. (FOSC. du 4 novembre 1944, page 2451). La société est dissoute par suite de faillite prononcée par jugement du Tribunal de première instance de Genève du 1er juillet 1946. L'adresse de la société dissoute est: Route de Malagnou 37.

10 août 1946. Représentation de pièces mécaniques, etc.

ALKA Représentations Kaznatchéeff-Fiaux, à Genève, représentations de pièces mécaniques et d'articles de diverses natures (FOSC. du 25 avril 1945, page 945). Par jugement du 11 juillet 1946, le Tribunal de première instance de Genève a déclaré le titulaire en état de faillite.

10 août 1946. Installations électriques et téléphoniques.

Cusin, Girod & Cie, à Genève. Sous cette raison sociale, il a été constitué une société en commandite qui a commencé le 9 août 1946. Elle a pour associés indéfiniment responsables Jean-Henri Cusin, de et à Genève, et Charles-Francis Girod, de et à Meinier, et pour associé commanditaire Valentin-Louis Girod, de et à Meinier, avec une commandite de fr. 40 000. Entreprise d'installations électriques et téléphoniques. Rue des Charmilles 9.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Beschluss des Regierungsrates des Kantons St. Gallen betreffend die Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das Hotel- und Gastwirtschaftsgewerbe des Kantons St. Gallen

(Vom 5. Juli 1946)

(Vom Bundesrat genehmigt am 3. August 1946)

Landammann und Regierungsrat des Kantons St. Gallen, gestützt auf den Bundesbeschluss vom 23. Juni 1943 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen und auf die kantonale Vollzugsverordnung zu diesem Bundesbeschluss vom 31. Dezember 1943, beschliessen:

1. Folgende Bestimmungen des Gesamtarbeitsvertrages für das Hotel- und Gastwirtschaftsgewerbe des Kantons St. Gallen vom 11. April 1946 sind allgemeinverbindlich erklärt:

« **Art. 1. Geltungsbereich.** Der vorliegende Vertrag findet Anwendung auf sämtliche Dienstverhältnisse (mit Ausnahme der Direktoren und Geranten) in Betrieben, die dem Wirtschaftsgesetz des Kantons St. Gallen unterstellt sind.

Art. 2. Arbeitszeit.

a) Die wöchentliche Arbeitszeit beträgt in 6 Tagen für

	gewöhnliche Betriebe Stunden	Kleinbetriebe Stunden
gelerntes Kochpersonal: in der Stadt St. Gallen	60	69
im übrigen Kantonsgebiet	63	69
übriges festbesoldetes Personal	72	75
für die überwiegend mit der Bedienung der Gäste beschäftigten Arbeitnehmer	75	81

Bei Beschäftigung pro Woche gemäss Artikel 17 und 20 des Bundesgesetzes über die wöchentliche Ruhezeit (verkürzte Wochenruhezeit) findet eine anteilsmässige Erhöhung der wöchentlichen Arbeitszeit statt.

Betriebe mit bisher kürzeren Arbeitszeiten haben diese Ansätze beizubehalten.

Als Kleinbetriebe gelten solche, die ausser dem Betriebsinhaber nicht mehr als vier Personen, mitarbeitende Familienangehörige eingerechnet, beschäftigen.

b) In der Arbeitszeit ist die Zeit für die Einnahme der Mahlzeiten inbegriffen. Zur Einnahme der Mahlzeiten ist dem Personal genügend Zeit einzuräumen, in der Regel eine halbe Stunde pro Hauptmahlzeit.

c) Gaststätten in ländlichen Gegenden, die für ihren Gastbetrieb nicht mehr als zwei Arbeitnehmer ständig beschäftigen, unterliegen den Bestimmungen von Artikel 2 nicht, haben aber ihrem Personal die in Artikel 4 vorgeschriebenen Ruhezeiten einzuräumen.

Art. 3. Erhöhung der Arbeitszeit. Saisonbetriebe, sowie Jahresgeschäfte an ausgesprochenen Fremdenorten, soweit sie den Schwankungen des Fremdenverkehrs unterliegen, können die in Artikel 2 genannten Arbeitszeiten während der Dauer der ortsüblichen Saison um wöchentlich 3 Stunden erhöhen. Während der sogenannten Hochsaison, jedoch für höchstens 8 Wochen und nicht mehr als während zwei Malen im Kalenderjahr, ist eine Erhöhung um wöchentlich weitere 3 Stunden zulässig.

Art. 4. Ruhezeit. Jeder Arbeitnehmer hat Anspruch auf eine tägliche ununterbrochene Mindestnachtruhe von 8 Stunden. Ueberdies sind den Angestellten unter Tag und ausser den Essenszeiten wenigstens zwei Zimmerstunden einzuräumen. Von dieser letzteren Bestimmung sind Betriebe mit eigener Landwirtschaft während den Zeiten starken landwirtschaftlichen Arbeitsandranges ausgenommen.

Art. 5. Wöchentliche Ruhezeit. Die wöchentliche Ruhezeit richtet sich nach den Bestimmungen des Bundesgesetzes über die wöchentliche Ruhezeit vom 26. September 1931.

Verheiratete männliche Arbeitnehmer mit Familienwohnsitz am Orte oder in seiner näheren Umgebung, die ausserhalb des Betriebes logieren und sich an den wöchentlichen Ruhetagen ständig ausserhalb des Betriebes verpflegen, erhalten zur Abgeltung dieser Naturalleistung Fr. 4 pro Ruhetag.

Art. 6. Ueberzeitarbeit. Wo zwingende Gründe es erfordern, kann ohne besondere Bewilligung im Einverständnis mit den Angestellten auch über die normale Arbeitszeit hinaus gearbeitet werden. Die Ueberzeitarbeit soll aber im Tag eine Stunde möglichst nicht überschreiten und soll nur ausnahmsweise und vorübergehend bei besonderem Arbeitsandrang angeordnet werden.

Wo der Arbeitsandrang vorauszusehen ist, soll das notwendige Aushilfspersonal angestellt werden.

Sofern diese Ueberzeitarbeit nicht spätestens in der folgenden Woche durch Ersatzruhe kompensiert wird, hat der Betrieb die Ueberzeitarbeit mit dem anteiligen Barlohn, mindestens aber mit Fr. 1 pro Stunde zu entschädigen. Für Ueberzeitarbeit der Fixbesoldeten nach Mitternacht ist zudem ein Zuschlag von 25% zu bezahlen.

Art. 7. Arbeits- und Ruhezeitkontrolle. Die Betriebe, die Arbeitnehmer im Sinne des Bundesgesetzes über die wöchentliche Ruhezeit beschäftigen, sind verpflichtet, das « Kontrollheft über die wöchentliche Ruhezeit der Arbeitnehmer des Gasthof- und Wirtschaftsgewerbes » gemäss den gesetzlichen Vorschriften laufend nachzutragen.

Sie sind ferner gehalten, über die geleisteten Arbeitsstunden einschliesslich Ueberzeitarbeit, über die Abgeltung von Ueberzeitarbeit und die Kostvergütung während des wöchentlichen Ruhetages Kontrolle zu führen.

Art. 8. Lohnzahlung. Der Barlohn darf nicht durch andere Leistungen ersetzt oder reduziert werden. Er ist monatlich auszuzahlen.

Art. 9. Minimallöhne. Die monatlichen Minimallöhne, nebst Kost und Logis, werden wie folgt festgesetzt:

a) **Küchenpersonal.**	A.	B.
1. für den aus der Lehre tretenden Koch	Fr. 110	Fr. 120
2. für einen Koch nach ausgeübter Berufstätigkeit während zwei Jahren	Fr. 180	Fr. 200
3. für einen Alleinkoch	Fr. 200	Fr. 250

Die vorstehend festgesetzten Mindestbarlöhne gelten in Kolonne A für Arbeitsstellen in rein ländlichen Häusern, die keinerlei Ferien-, Erholungs- oder Kurbetrieb aufweisen; in Kolonne B für alle übrigen Betriebe und Dienstverhältnisse.

Wird die Berufswäsche des Kochs oder Patissiers nicht vom Betrieb gewaschen, so hat der Angestellte Anspruch auf eine zusätzliche monatliche Entschädigung von Fr. 15 (Kellnerweste Fr. 7.50). Für das Schleifen der Berufsmesser hat der Betrieb aufzukommen.

b) **Trinkgeldpersonal.**

Der Barlohn beträgt mindestens Fr. 20 im Monat, zuzüglich Kost und Logis.

Für die auf Trinkgeldeinkommen angewiesenen Angestellten in Beherbergungsbetrieben gelten die in der Trinkgeldordnung für das schweizerische Hotelgewerbe festgesetzten Mindestbarlöhne.

Wohnt der Arbeitnehmer eines Betriebes in der eigenen Familie ausserhalb des Betriebes oder wird ihm vom Betrieb freies Logis nicht zur Verfügung gestellt, so hat er Anspruch auf eine monatliche Zimmerentschädigung von Fr. 20 in ländlichen Gegenden und Fr. 30 in halbstädtischen und städtischen Verhältnissen. Diese Bestimmung gilt nicht für das Servierpersonal.

Art. 10. Trinkgelder. Für Bezug, Verwaltung, Abrechnung und Verteilung der Trinkgelder finden die Vorschriften der Trinkgeldordnung für das schweizerische Hotelgewerbe sinngemäss Anwendung.

Die durch den Betrieb erhobenen Trinkgelder müssen restlos an das trinkgeldberechtigte Personal verteilt werden. Nicht trinkgeldberechtigtes Personal ist insbesondere das Putz-, Küchen-, Office- und Buffetpersonal. Bei Hochzeiten, Banketten und ähnlichen ausserordentlichen Anlässen kann aus den Trinkgeldeingängen eine angemessene zusätzliche Entschädigung an das Küchen- und Officepersonal verabreicht werden.

Die der Trinkgeldordnung nicht unterstellten Betriebe sind verpflichtet, die Abrechnung über die in Empfang genommenen Trinkgelder der paritätischen Berufskommission auf deren Verlangen vorzulegen.

Art. 11. Probezeit. Vorbehältlich anderweitiger schriftlicher Vereinbarungen gelten die ersten 14 Tage nach Dienstantritt beidseitig als Probezeit, innert welcher Zeit es beiden Teilen freisteht, das Dienstverhältnis unter Einhaltung einer dreitägigen Kündigungsfrist aufzulösen.

Art. 12. Kündigung. Bestehen vertraglich keine anderweitigen Vereinbarungen, so gelten nach Ablauf der Probezeit und auch im überjährigen Dienstverhältnis folgende Kündigungsfristen:

a) Für Angestellte im Sinne des Obligationenrechtes, wie Chef de réception, Bureaupersonal, Chef de service, Oberkellner, Küchenchef, Chefköchin, Concierge, Gouvernante oder Buffetdame: ein Monat auf das Ende des der Kündigung folgenden Kalendermonats.

b) Für alle übrigen Arbeitnehmer: 14 Tage je auf den 15. oder das Ende eines Monats.

Wichtige Gründe für die fristlose Aufhebung des Dienstverhältnisses gemäss Artikel 352 OR. bleiben ausdrücklich vorbehalten.

Art. 13. Ferien. Nach dem ersten Dienstjahr hat der Angestellte Anspruch auf einen zusammenhängenden Ferienurlaub von 1 Woche. Dieser Anspruch erhöht sich ab dem vollendeten 3. Dienstjahr auf 2 und nach 5 Dienstjahren auf 3 Wochen. Wird das Dienstverhältnis vor Vollendung eines Dienstjahres aufgelöst, so bemisst sich der Ferienanspruch für das angebrochene Dienstjahr nach der geleisteten Dienstzeit. Obligatorischer Militärdienst wird durch Abzug je eines Ferientages für jeden Monat absolvierten Militärdienstes angerechnet.

Die Ferienvergütung beträgt Fr. 4 per Tag für Kost und Logis zuzüglich Barlohn. Die Gesamtentschädigung inklusive Barlohn und Trinkgeld muss mindestens den Betrag von Fr. 6 per Tag erreichen.

Ferien dürfen nicht durch Barentschädigung abbedungen werden. Es ist den Angestellten somit untersagt, während den Ferien Berufsarbeit zu Erwerbszwecken zu leisten. Zuwiderhandlung hat den Entzug der Ferien bzw. Ferienvergütung zur Folge. Ueberdies kann vom Betriebsinhaber die sofortige Entlassung ausgesprochen werden.

Der Zeitpunkt der Ferien wird nach den Bedürfnissen des Betriebes festgesetzt und zwischen Betriebsinhaber und Personal vereinbart.

Art. 14. Unfallversicherung. Sämtliche Betriebe sind verpflichtet, ihre Angestellten gegen die Folgen von Betriebs- und Nichtbetriebsunfällen zu versichern. Als Minima gelten folgende Versicherungssummen:

Todesfall	Fr. 5000
Invalidität	Fr. 10 000
Taggeld	Fr. 5
Heilungskosten pro Fall	Fr. 2000

Die Prämien für die Betriebsunfallversicherung trägt der Dienstherr. Diejenigen für Nichtbetriebsunfall gehen zu Lasten des Personals; sie können mit der Barlohnforderung verrechnet werden. Ueber die Höhe der versicherten Leistungen und der Prämie für Nichtbetriebsunfallversicherung ist dem Dienstpflichtigen vor Dienstantritt Aufschluss zu erteilen. Diesem steht das Recht zur Einsichtnahme in die Versicherungspolice zu.

Ueber die Erfüllung der Versicherungspflicht des Dienstherrn wacht die paritätische Berufskommission. Hat der Dienstherr die Versicherungspflicht versäumt, so haftet er an Stelle des Versicherers bis zum Minimum der Versicherungssumme. Vorbehalten bleiben jedoch in allen Fällen die einschlägigen Bestimmungen des Zivilrechtes.

Art. 15. Krankenversicherung. Die Arbeitnehmer sind verpflichtet, sich für ärztliche Behandlung, Arznei, Spitalpflege und Krankenlager bei einer vom Bunde anerkannten Krankenkasse zu versichern. Zahlt der Arbeitgeber die Hälfte der Prämie, so ist er berechtigt, das von der Krankenkasse gewährte Krankengeld von dem gemäss Artikel 16 zu bezahlenden Lohn in Abzug zu bringen (Art. 130 KUVG.).

Der Arbeitgeber ist in keinem Falle für Krankheiten verantwortlich, die schon bei Diensteintritt des Angestellten vorhanden waren, wie auch nicht bei Rückfall von Krankheiten, die schon vor dem Stellenantritt aufgetreten sind.

Art. 16. Entschädigung bei Krankheit und Unfall. Ist der Dienstpflichtige durch Krankheit, Unfall oder ähnliche Gründe ohne sein Verschulden an der Leistung der Dienste verhindert, so hat er Anspruch auf folgende Leistungen:

a) Den vereinbarten Barlohn, mindestens aber Fr. 2 pro Tag.

b) Verköstigung und, wenn Bestandteil des Dienstverhältnisses, Logis. Befindet er sich in Spital- oder Hauspflege, so ist ihm an Stelle der Verköstigung und event. Unterkunft eine Barentschädigung von Fr. 4 pro Tag auszuzahlen, soweit nicht durch die Versicherung gedeckt.

c) Arzt und Arzneikosten, soweit nicht durch die Versicherung gedeckt.

Diese Leistungen hat der Arbeitgeber zu erbringen bei einem Dienstverhältnis

bis zu 6 Monaten	während 2 Wochen,
von 6 bis 12 Monaten	während 3 Wochen,
von 1 bis 5 Jahren	während 1 Monat,
von 6 bis 10 Jahren	während 2 Monaten,
von über 10 Jahren	während 3 Monaten.

Der Arbeitnehmer, der ohne vorherige Mitteilung an seinen Arbeitgeber seine Arbeitsstätte verlässt, um sich in Pflege zu begeben, verliert jeden Anspruch auf die Leistungen aus diesem Artikel.

Art. 17. Zeugnisse. Bei Vertragsabschluss hat der Angestellte seinem Dienstherrn die Originalzeugnisse der letzten Jahre zu übergeben. Diese müssen bei Dienstantritt wieder ausgehändigt werden.

Der Angestellte kann verlangen, dass man ihm während der Kündigungsfrist eine provisorische Bescheinigung über Art und Dauer seiner Anstellung ausstellt. Bei Beendigung des Anstellungsverhältnisses wird diese Bescheinigung durch das gesetzlich vorgesehene Zeugnis ersetzt.

Art. 20. Berufskommission. Die Vertragsparteien bilden eine paritätische Berufskommission, bestehend aus je 2 Vertretern und je 2 Ersatzmännern der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer. Die Berufskommission wählt auf je zwei Jahre einen neutralen Vorsitzenden. Der Komission liegt ob:

1. Ueberwachung und Vollzug dieses Vertrages.
2. Aussöhnungsversuch in allgemeinen oder Einzelstreitigkeiten zwecks Vermeidung gerichtlicher Auseinandersetzungen.
3. Behandlung allgemeiner Berufsfragen und Hebung des Berufsstandes.

Die Kosten der Berufskommission werden zu gleichen Teilen von den Vertragsparteien getragen.

Art. 21. Pflichten des Personals. Die Arbeitnehmer sind verpflichtet, ihren beruflichen Obliegenheiten voll und ganz nachzukommen, mit Gästen, Vorgesetzten und Untergebenen höflich zu sein und die Interessen des Arbeitgebers zu wahren.

Es ist dem Personal untersagt, von Lieferanten Provisionen oder Trinkgelder anzunehmen.

Art. 22. Uebergangsbestimmungen. Bestehende bessere Arbeitsbedingungen dürfen durch diesen Gesamtarbeitsvertrag keine Verschlechterungen erfahren. »

2. Dieser Gesamtarbeitsvertrag darf nie so gehandhabt oder interpretiert werden, dass gesetzliche Bestimmungen wie z. B. solche des Bundesgesetzes über die wöchentliche Ruhezeit, des Wirtschaftsgesetzes und der Verfügungen des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements über die Allgemeinverbindlicherklärung der für das Hotelgewerbe vereinbarten Trinkgeldordnung Einschränkungen und Verschlechterungen erfahren.

3. Die Allgemeinverbindlicherklärung gilt bis zum 31. Dezember 1947. (AA. 209)

Der Landammann: **A. Kessler.**

Im Namen des Regierungsrates,
der Staatsschreiber: **Dr. H. Gmür.**

Fabrique d'accumulateurs Cervin SA. en liquidation, Orient (Ct. de Vaud)

Liquidation et appel aux créanciers conformément aux articles 742 et 745 CO.

Première publication

Cette société ayant été mise en liquidation par décision des actionnaires, du 8 août 1946, les créanciers sont priés d'adresser leurs réclamations au siège de la société à l'Orient, au plus tard dans le délai d'une année, dès la troisième publication. (AA. 211³)

Le conseil de liquidation.

Mitteilungen – Communications – Comunicazioni

Erhebungen über die schweizerischen Vermögenswerte in Deutschland und in Oesterreich

Die Schweizerische Verrechnungsstelle teilt mit:

Durch die Bundesratsbeschlüsse vom 29. Januar 1946 wurde eine Bestandesaufnahme der schweizerischen Vermögenswerte in Deutschland und in Oesterreich angeordnet. Die Durchführungsbestimmungen über die Anmeldung dieser Vermögenswerte sind von der Schweizerischen Verrechnungsstelle am 31. Mai 1946 in Form einer «Allgemeinen Wegleitung» veröffentlich worden. Die Interessenten werden darauf aufmerksam gemacht, dass die Anmeldefrist am 31. August 1946 abläuft.

189. 15. 8. 46.

Recensement des avoirs suisses en Allemagne et en Autriche

L'Office suisse de compensation communique:

Un recensement des avoirs suisses en Allemagne et en Autriche a été ordonné par les arrêtés du Conseil fédéral du 29 janvier 1946. Les modalités de déclaration de ces avoirs ont été communiquées le 31 mai 1946 par l'Office suisse de compensation dans des «Directives générales». A ce sujet, nous rendons les intéressés attentifs au fait que le délai de déclaration prendra fin le 31 août 1946. 189. 15. 8. 46.

Censimento dei beni svizzeri in Germania ed in Austria

L'Ufficio svizzero di compensazione comunica:

Il 29 gennaio 1946 il Consiglio federale ha deciso di far procedere ad un censimento dei beni svizzeri in Germania ed in Austria. Le necessarie disposizioni per l'esecuzione dell'inchiesta su questi beni sono state pubblicate in data 31 maggio 1946 dall'Ufficio svizzero di compensazione sotto forma di «Direttive generali». Gli interessati sono resi attenti sul fatto che il termine di dichiarazione verrà a scadere il 31 agosto 1946 189. 15. 8. 46.

Verfügung Nr. 10

des Kriegs-Industrie- und -Arbeits-Amtes betreffend Produktions- und Verbrauchslenkung in der Bauindustrie

(Aufhebung der Bewirtschaftung von Hochofenschlacke und Trass)

(Vom 10. August 1946)

Das Kriegs-Industrie- und -Arbeits-Amt verfügt:

Einziger Artikel. Die Verfügung Nr. 6 des Kriegs-Industrie- und -Arbeits-Amtes, vom 27. April 1943, über Produktions- und Verbrauchslenkung in der Bauindustrie (Bewirtschaftung von Hochofenschlacke und Trass) sowie die gestützt darauf erlassenen Ausführungsbestimmungen werden auf den 15. August 1946 aufgehoben.

Nach den aufgehobenen Bestimmungen werden noch die während ihrer Gültigkeitsdauer eingetretenen Tatsachen beurteilt.

Ordonnance n° 10

de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail sur le contrôle de la production et de la consommation dans l'industrie de la construction

(Abolition de la réglementation applicable aux scories de hauts fourneaux et au trass)

(Du 10 août 1946)

L'Office de guerre pour l'industrie et le travail arrête:

Article unique. Sont abrogées avec effet au 15 août 1946 l'ordonnance n° 6 de l'Office de guerre pour l'industrie et le travail du 27 avril 1943 sur le contrôle de la production et de la consommation dans l'industrie de la construction (scories de hauts fourneaux et trass), ainsi que les prescriptions d'exécution s'y rapportant.

Les faits qui se sont passés sous l'empire des dispositions abrogées demeurent régis par elles.

Gesandtschaften und Konsulate
Légations et consulats — Legazioni e consolati

Laut einer Mitteilung der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington hat die Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika dem am 16. April 1946 zum Schweizerischen Konsul in Cincinnati ernannten Herrn Alphonse Biber das Exequatur erteilt.

Dem zum Honorarkonsul von Paraguay in Bern, mit Amtsbefugnis über die ganze Schweiz, ernannten Herrn Konrad Fehr wird das Exequatur erteilt, an Stelle des zurückgetretenen Herrn Walter Meyer.

Dem zum Honorarvizekonsul von Paraguay in Genf, mit Amtsbefugnis über den Kanton Genf, ernannten Herrn François Simon wird das Exequatur erteilt, an Stelle des zurückgetretenen Herrn Emmanuel Schoch.

189. 15. 8. 46.

Suivant une communication de la légation de Suisse à Washington, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a accordé l'exequatur à M. Alphonse Biber, nommé consul de Suisse à Cincinnati le 16 avril 1946.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. Konrad Fehr, nommé consul honoraire du Paraguay à Berne, avec juridiction sur toute la Suisse, en remplacement de M. Walter Meyer, démissionnaire.

Le Conseil fédéral a accordé l'exequatur à M. François Simon, nommé vice-consul honoraire du Paraguay à Genève, avec juridiction sur le canton de Genève, en remplacement de M. Emmanuel Schoch, démissionnaire.

189. 15. 8. 46.

Brasilien — Einfuhr gebrauchter Maschinen

Gemäss einer im brasilianischen Amtsblatt vom 27. Mai 1946 veröffentlichten Verordnung Nr. 259, vom 24. Mai 1946, ist für jede Einfuhr gebrauchter Maschinen und Zubehörteile zu solchen für industriellen Gebrauch eine vorgängige Bewilligung erforderlich, und zwar ohne Rücksicht darauf, ob sie wieder instandgestellt worden sind oder nicht.

Es handelt sich um die Anwendung der Verfügung Nr. 7, vom 22. Januar 1945, die den Gegenstand von Veröffentlichungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt Nr. 23, vom 29. Januar 1945, Nr. 33, vom 9. Februar 1945, Nr. 50, vom 1. März 1945 und Nr. 76, vom 3. April 1945 gebildet hat. 189. 15. 8. 46.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern

Tische
für Konferenz- und Sitzungszimmer

In formschöner, repräsentativer und zugleich praktischer Ausführung. Eiche und Nußbaum. Dazu passende

Fauteuils und Stühle

Nach anatomischen Gesetzen gebaut, verhindern unsere Stühle eine vorzeitige Ermüdung. Große Auswahl.

Besuchen Sie unsere Ausstellungsräume am Münsterhof oder verlangen Sie Katalogblatt E u. F. durch Tel. 271555

büro fürrer
ZÜRICH MÜNSTERHOF

FIDES
Treuhand-Vereinigung

Revisionen
Steuerberatung
Testamentsvollstreckung
Treuhandfunktionen *aller Art*

ZURICH	Basel	Lausanne
Bahnhofstraße 31	Aeschenvorstadt 4	Rue du Lion d'Or 6
Tel. 25 78 40	Tel. 3 79 20	Tel. 3 74 21

Z 2

Aktiengesellschaft Adolph Saurer, Arbon

Die Aktionäre werden hiemit zu einer

ausserordentlichen Generalversammlung

auf Mittwoch den 28. August 1946, mittags 12 Uhr, im Hotel « Baer » in Arbon, eingeladen.

TRAKTANDEN:

1. Beschlussfassung über den Antrag des Verwaltungsrates auf Erhöhung des Aktienkapitals von Fr. 10 000 000 auf Fr. 15 000 000 durch Ausgabe zu pari von 10 000 neuen Inhaberaktien von Fr. 500 Nennwert mit Dividendenberechtigung ab 1. Juli 1946.
2. Feststellung der Zeichnung und Vollehzahlung des neuemittierten Aktienkapitals von Fr. 5 000 000.
3. Statutenänderung.

Die Anträge auf Abänderung der Statuten liegen zur Einsicht der Aktionäre am Sitze der Gesellschaft in Arbon auf.

Die Eintrittskarten zu dieser Generalversammlung können gegen genügenden Ausweis über den Aktienbesitz spätestens bis und mit 24. August 1946 bezogen werden bei:

den Hauptsitzen und Filialen des Schweizerischen Bankvereins,
den Hauptsitzen und Filialen der Schweizerischen Bankgesellschaft,
den Herren Wegelin & Co. St. Gallen,
der Thurgauischen Kantonalbank in Weinfelden und Arbon.

Nach § 13 der Statuten muss zur Beschlussfassung über die Traktanden 1 und 3 die Hälfte sämtlicher Aktien an der Versammlung anwesend oder vertreten sein. Wir bitten daher unsere Aktionäre, der Versammlung beizuwohnen oder sich vertreten zu lassen.

Arbon, den 5. August 1946. G 133

DER VERWALTUNGSRAT.

Zu verkaufen

Industrie-Areal

zirka 10 000 m² mit Gebäulichkeiten im untern Fricktal, zirka 20 km von Basel entfernt, in nächster Nähe von SBB. (Geleiseanschluss möglich), direkt an Landstrasse (Basel-Zürich) gelegen, Rheinnähe (Projekt für Anschluss an Rheinschiffahrt vorhanden).

Kaufpreis total Fr. 150 000.

Interessenten belieben sich zu melden unter Chiffre OFA 15683 A au Orell-Füssli-Annoncen AG. Basel. OF A 11

Aux personnes de langue maternelle allemande:

Apprenez le bon,
le VRAI français
100 écrivains vous l'enseignent

Envoyez le coupon ci-dessous au « Secrétariat général du cours international de langues par correspondance », Chantepoulet 11, GENÈVE.

Je m'intéresse à votre COURS de FRANÇAIS et désire de plus amples renseignements, sans engagement de ma part.

Nom et prénom: .....

Domicile professionnel: .....

Adresse: .....

(écrire lisiblement) (76)

L 328

Anethol
Citric acid
Penicilline
Tetrachlorethylene
Acetylsalicylic
Bromures Sodium Potassium Ammonium

Henri SANDOZ, LAUSANNE
Melrose. 12, Place de la Gare
Agent de Mc Kesson & Robbins Inc.
Offres en disponible New-York

Wirtschaftliche Beratung

Langjährig erprobter und bestausgewiesener, leitender Industrie-Kaufmann, über erstklassige in- und ausländische, besonders auch überseeische Beziehungen verfügend, übernimmt Begutachtung, Beratung und Organisation industrieller Betriebe, besonders des kommerziellen und betrieblichen Rechnungswesens einschliesslich Nachkalkulation, des Ein- und Verkaufs, ferner Marktuntersuchungen sowie Erschliessung neuer Absatzgebiete. Erste Referenzen. Gef. Anfragen erbeten unter Chiffre U 56955 G an Publicitas Zürich. G 118

Schweizerische Import-Genossenschaft für Nahrungsmittel

SIGENA in Liq.

Abhandengekommene Anteilscheine

Die unbekannten Inhaber der nachstehend aufgeführten Anteilscheinzertifikate SIGENA werden hiermit aufgefordert, die Zertifikate **innert 3 Monaten, vom Tage der ersten Veröffentlichung an gerechnet,** dem Sekretariat SIGENA, Schanzenstrasse 1, Bern, einzusenden. Nach Ablauf dieser Frist werden die nicht eingesandten Zertifikate kraftlos erklärt, und es wird den in Frage kommenden Genossenschaftern der Betrag ihrer Anteilscheine gemäss den ausgeschriebenen Zertifikaten zurückerstattet:

Zertifikat für 25 Anteilscheine, lautend auf Walter Matter SA., Genève;
Zertifikat für 20 Anteilscheine, lautend auf Eiprodukten Handels AG., Basel;
Zertifikat für 10 Anteilscheine, lautend auf A. Butty SA., Lausanne;
Zertifikat für 10 Anteilscheine, lautend auf Naruva SA., Genève;
Zertifikat für 10 Anteilscheine, lautend auf Pakoba AG., Zürich;
Zertifikat für 10 Anteilscheine, lautend auf Chs. Rupp & Co., Erlenbach (Zürich);
Zertifikat für 10 Anteilscheine, lautend auf Sante Tribò, Zürich;
Zertifikat für 8 Anteilscheine, lautend auf F. Maurer & Söhne, Gelterkinden;
Zertifikat für 5 Anteilscheine, lautend auf Albert Anchter, Zürich;
Zertifikat für 5 Anteilscheine, lautend auf Champignon-Kulturen AG., St. Gallen;
Zertifikat für 5 Anteilscheine, lautend auf J. R. Haag & Co., St. Gallen;
Zertifikat für 5 Anteilscheine, lautend auf Ernst Lüthi-Frascolli, Bern;
Zertifikat für 5 Anteilscheine, lautend auf Edouard Monnard, Genève;
Zertifikat für 5 Anteilscheine, lautend auf Aktiengesellschaft vorm. Tuor & Staudenmann, Zofingen;
Zertifikat für 4 Anteilscheine, lautend auf London Tea Company Ltd., Basel;
Zertifikat für 3 Anteilscheine, lautend auf F. Weidenmann, Locarno;
Zertifikat für 2 Anteilscheine, lautend auf Eredi Castellettl, Chiasso;
Zertifikat für 2 Anteilscheine, lautend auf R. Kaempf, Zürich;
Zertifikat für 2 Anteilscheine, lautend auf Mubag SA., Neuveville;
Zertifikat für 2 Anteilscheine, lautend auf Les Fils Salina-Gamboni, Morges;
Zertifikat für 2 Anteilscheine, lautend auf Comenico Tavecchio, Chiasso;
Zertifikat für 2 Anteilscheine, lautend auf Ernst Zweifel, Schlieren;
Zertifikat für 2 Anteilscheine, lautend auf A. Zennaro, Lugano;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Louis Berthoud-Uebersax, Bern;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Ovidio Bertini, Lugano;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Chignola-Bonetti, Locarno, neuer Geschäftsinhaber dieser erloschenen Firma L. Bourgoin-Favini, Locarno;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Riccardo Danzi, Locarno;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Neue Essig- & Senffabrik Bern AG., Bern;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Emil Flachsmann, Zürich;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Grether & Cie., Basel;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Lauber & Co., Luzern;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Walter Leuenberger, Huttwil;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Jacques F. Milliquet, Lausanne;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Reformhaus Müller AG., Zürich;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Alberto Perazzi, Lugano;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Rosa Gilardi, «Al Negus», Lugano, neue Geschäftsinhaber dieser erloschenen Firma S. Petrolini & Co., Lugano;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Konfiserie Ravelli, Locarno;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Treupha AG., Baden (Aargau);
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Thu Pao Chuan, Restaurant Chinois, Genève;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Ed. Wildeisen, Muri-Bern;
Zertifikat für 1 Anteilschein, lautend auf Posslerl & Morucci, Chiasso.

Bern, den 13. August 1946.

Schweizerische Import-Genossenschaft für Nahrungsmittel
SIGENA in Liq.,

der Präsident: Hodler. der Sekretär: Rüfenacht.

Treuhand- und Revisionsgesellschaft Zürich
Zürich, Bahnhofstraße 20, Telephon 27 21 94

Società Anonima Fiduciaria e di Verificazione Zurigo
Lugano, Piazza Dante 4, telefono 2 26 19

Sämtliche Pflichtrevisionen nach Obligationenrecht
Beratung in Steuerangelegenheiten

Ogni revisione obbligatoria come dal codice delle obbligazioni
Consultazioni fiscali

---

8 Tage Lieferfrist

AMSTERDAM-BASEL

mit unseren Eilgüterbooten

(einziger fahrplanmäßiger Rheindienst von Amsterdam nach Basel)

2 bis 3 Abfahrten pro Woche

Andienungsadresse in Amsterdam:

NIEUWE RIJNVAART-MAATSCHAPPIJ NV.

ROBA

Schiffahrtsagentur und Lagerhaus AG.

Telefon (061) 24817 **BASEL** Telegramme ROBA

Montreux Hôtel **EDEN**
150 B. - Das Rubinhotel - E. Eberhard

Welche Benzingesellschaft

hat Interesse an der Finanzierung einer grossen Garage mit Servicestation in einer zukunftsreichen Ortschaft an zwei Ausgangspässen gelegen?

Offerten unter Chiffre A 5636 Y an Publicitas Bern. 474

LIQUEURS

L'office des faillites de Lausanne, offre en vente de gré à gré:

2 fûts de marc de vigne de 470 l environ,
1 fût et 6 bonbonnes de « Herbette » cande-vie de lie aux herbes fines, 500 l environ,
8 fûts et 2 bonbonnes eau-de-vie du Portugal, 2100 l environ. L 343

Zu kaufen gesucht

sofort gegen Kassa, grosser Posten

Muster-Flaschen

Inhalt 3 bis 4 cm³

Braun- oder Weissglas; mit oder ohne Bakelitverschlüssen.

Offerten unter Chiffre ZO 4079 an Mosse-Annoncen Zürich. MoZ 22

Einverstanden -

Rücksicht üben, wo es am Platze ist, aber rechtzeitig zugreifen, wo Ihr Geld in Gefahr ist.

Darum mit Ihren Aussenständen nicht zu lange warten, sondern sie lieber rechtzeitig uns übertragen.

Confidentia AG.
Neuengasse 20, **Bern**
Tel. 2 40 82

Argovia AG., Mellingen

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Dienstag den 27. August 1946, nachmittags 3 Uhr, im Bureau der Gesellschaft.

TRAKTANDEN: 1. Geschäftsbericht 1945/1946. — 2. Jahresbericht pro 1945/1946. Bericht der Revisoren. Beschlußfassung über die Verwendung des Reingewinns. Décharge-Erteilung an die Verwaltung. — 3. Beschlußfassung über den Rückkauf von Genußscheinen. — 4. Wahl der Revisoren. — 5. Varia. Z 534

Rechnung und Revisionsbericht können auf dem Bureau der Gesellschaft eingesehen werden.

Mellingen, den 12. August 1946. DER VERWALTUNGSRAT.

Derriswurzeln, gemahlen

garantiert 6/8% Rotenone, offeriert cif Holland
Heinz Wagner, Zürich, Büchnerstr. 9, Tel. 26 57 06.

Ungezählte Geschäftsleute müssen täglich das SHAB lesen, weil auch der Inseratenteil viele statutarische Ankündigungen enthält. Dadurch gewinnen Ihre Inserate zwangsläufig an Beachtung.

Baumwoll- und Seiden-

Farbbänder

ein- und zweifarbig, für Schreib- und Buchhaltungsmaschinen, Kontrollapparate. Bestes Schweizer Fabrikat

A. Messer, Zürich
Tel. (051) 27 30 55, Löwenstr. 33

Gesucht von Holzgrosshandlung und Importgeschäft in Biel

kaufm. Angestellter

möglichst mit Branchenkenntnissen für sämtliche Bureauarbeiten und als selbständiger Korrespondent. Verlangt wird exaktes und sauberes Arbeiten, flinker Rechner und Stenodaktylograph, Deutsch und Französisch perfekt in Wort und Schrift. Gutbezahlte Dauerstelle, Eintritt baldmöglichst. (Wegen Wohnungsknappheit möglichst ledig.)

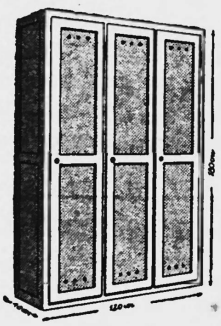
Handgeschriebene Offerten mit Photo und Zeugniskopien, unter Angabe des Eintrittsdatums und der Gehaltsansprüche erbeten unter Chiffre G 24446 U an Publicitas Biel. U 60

Zwecks Durchführung einer Kompensation von grösserem Umfang wird die Zusammenarbeit mit Importeuren von

Nutzholz aus Oesterreich

gesucht. Q 323

Anfragen unter S 56380 Q an Publicitas Basel.



Kleiderschrank

für **Industrie und Gewerbe**
in Tanne, roh, mit Pavatexfüllungen
3 Einheiten, 120 cm breit, zu Fr. 145.—
5 Einheiten, 200 cm breit, zu Fr. 215.—
plus Wust, franko Station Mitlödi

Stuhlfabrik Mitlödi, Mitlödi (Glarus)

Grösserer Posten neue Jutesäcke

50 kg, günstig abzugeben. Z 535

Anfragen an Postfach 124, Zürich 13.

Leichentische
Büromöbel
Planschränke
Zeichenmaschinen
Stühle, Fauteuils
Technische Papiere

Grosse Auswahl - vorteilhafte Preise

GRAB & WILDI AG ZÜRICH

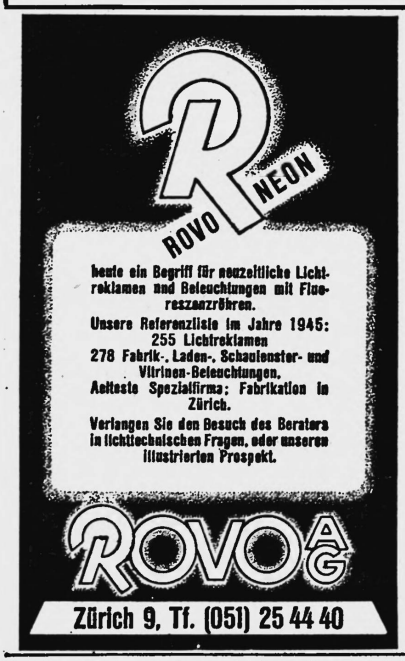
E. BASLER & Co., ZÜRICH 6

Telefon (051) 283747 - Hadlaubstrasse 104

offerieren:

KUNSTHARZE
KOPALHARZE
WACHSE 181-6
GASRUSS
AKTIVKOHLE
LECITHIN
CREMOR TARTARI USP
AGAR-AGAR
usw.

Verlangen Sie gef. unsere detaillierte Offerte!



Uebersee-Drogen

in Ia Qualität sofort lieferbar:

Cortex angosturae/Cortex hamamelidis Virginianae/Cortex Rhamni purshiani Ph. H.V = Cascara sagrada, 3jährig/Cortex sassafras radicis Ph. H.V/Folium boldo Peruvian ver. Ph. H.V/Folium hamamelidis Virginianae Ph. H.V/Lignum santali Ostindicum citrin./Lignum santali rubrum/Lignum sassafras/Resina jalapae e tubere Ph. H.V

Aus unterwegs befindlichen Lieferungen:

Aloe lucida Capensis Ph. H.V/Folium sennae Tinneveli Ph. H.V/Fructus sennae Ph. H.V/Fructus vanillae Ph. H.V

sowie alle sonstigen Uebersee-Drogen.

Anfragen unter Chiffre ZZ 4149 an Mosse-Annoncen Zürich. MoZ 21

Normalspur-Dampflokomotive

160 PS, fahrbereit

zu verkaufen oder mietweise abzugeben.

AG. für Metallverwertung, Vulkanstrasse 122, Zürich-Altstetten, Tel. (051) 25 52 14

Annoncenregie und verantwortlich für den Inseratenteil: Publicitas AG. — Régie des annonces et responsabilité pour ces dernières: Publicitas SA. — Druck: Fritz Pochon-Jent AG., Bern.